

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Activité économique : la croissance de la production industrielle et des ventes au détail rebondit en novembre alors que les investissements bruts en capital fixe se stabilisent entre janvier et novembre

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Fintech : Yao Qian a été nommé pour diriger un département axé spécifiquement sur la réglementation technologique que la CSRC est en cours d'établir

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relation US-Chine : le Congrès américain approuve un nouveau projet de loi interdisant l'utilisation du fond fédéral pour les achats auprès de Huawei

Relation US-Chine : le DoC prépare de nouvelles règles pour limiter certaines exportations haute technologie vers la Chine

Relation UE-Chine : le 25^e cycle de négociations pour le traité bilatéral d'investissement a eu lieu à Bruxelles

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Climat des affaires : La Chambre de commerce britannique publie son rapport annuel 2019/20

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Télécommunications : alors que Huawei déploie sa stratégie de communication, sa participation aux réseaux 5G en Europe continue de faire polémique

Economie numérique : des alternatives émergent pour répondre aux injonctions du Parti Communiste Chinois (PCC) d'utiliser 100% de matériel et logiciels chinois dans les administrations et entreprises publiques dès 2020

Matières premières : la production chinoise d'acier devrait augmenter de 6,5% en 2019

Politique industrielle : le gouvernement chinois aurait fourni 156,2 Mds CNY (20 Mds EUR) de subventions aux entreprises cotées en 2018

Economie numérique : Liu Chuanzhi, fondateur de Lenovo, se retire après 30 ans à la tête du groupe

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : publication d'une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers à Pékin

Energie : création ce 9 décembre de l'entreprise China Oil & Gas Piping Network Corp. (PipeChina)

Transports : publication du « Plan d'action en matière de développement des mégadonnées dans le domaine des transports pour la période 2020-2025 »

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

IDE : Les flux d'IDE entrants et sortants à Hong Kong baissent de -22,4% et -25,9% respectivement en 2018.



Emissions de la PBOC : *La Banque Populaire de Chine lève 150 Mds RMB à Hong Kong en 2019*

Chômage : *Le taux de chômage atteint 3,2% en novembre et 6,2% dans la restauration Le trafic passager chute de 16,2% en novembre à l'aéroport de Hong Kong*

Rating souverain : *Fitch revoit la perspective de la notation de Macao de stable à négative
Huafa Group émet une obligation de 200 M USD sur la plateforme d'échange obligataire de Macao (MOX)*

TAIPEI ([ici](#))

Relations sino-taiwanaises : *le nombre de Taiwanais travaillant en Chine au plus bas depuis 10 ans*

Politique industrielle : *retour des investissements taiwanais, 4 secteurs privilégiés*

Conjoncture : *des prévisions de croissance qui oscillent entre 2.3-2.72% pour l'année 2020*

CONJONCTURE

Activité économique : la croissance de la production industrielle et des ventes au détail rebondit en novembre alors que les investissements bruts en capital fixe se stabilisent entre janvier et novembre

La production industrielle (en valeur ajoutée) a considérablement crû de +6,2 % en g.a en novembre, contre +4,7 % en octobre. Le rebond est imputable à la production de l'industrie minière (qui s'élève à +5,7% en novembre, contre +3,9% en octobre) ainsi qu'à la production manufacturière due à l'approche du Noël et du Nouvel an chinois (+6,3% en novembre, contre +4,6% en octobre).

La croissance des investissements bruts en capital fixe entre janvier et novembre se stabilise à +5,2%, même niveau sur les dix premiers mois de l'année. La croissance des investissements en infrastructures, des investissements manufacturiers et des investissements immobiliers ont toutes enregistré une légère contraction entre janvier-novembre. Dans le même temps, les investissements des entreprises d'Etat se sont ralentis (+6,9% sur la période janvier-novembre, contre 7,4% sur les dix premiers mois) quand les investissements du secteur privé augmentent légèrement à +4,5% entre janvier et novembre, contre +4,4% sur les dix premiers mois. A noter que depuis le début 2018, de nombreuses sous-séries des investissements bruts en capital ne sont plus disponibles qu'en variation et non plus en niveau, dont certaines ventilations par secteur et par type d'entreprise.

Les ventes au détail en valeur se sont fortement accrues de +8,0 % en novembre, contre +7,2 % en octobre, principalement tirées par l'augmentation des prix de détail (la croissance du IPC en novembre s'est élevé à +4,5%) ainsi que par les ventes du 11 novembre (Jour des Célibataires, équivalent chinois du Black Friday). Hors secteur automobile, qui continue d'enregistrer une contraction (à -1,8% en novembre contre -3,3% en octobre), les ventes au détail ont augmenté de +9,1% contre +8,3% en octobre.

Le taux de chômage urbain recensé reste stable à 5,1% en novembre. Le nombre d'emplois créés en zone urbaine, statistique sujette à caution mais objectif central des autorités politiques pour 2019 dans la conduite de leur politique économique, a atteint 12,79M de janvier à novembre 2019, soit 116,3% de l'objectif fixé par le gouvernement. Pour mémoire, les objectifs annuels des autorités en matière d'emploi en 2019 sont de 11M d'emplois urbains créés et un taux de chômage urbain recensé inférieur à 5,5%.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Fintech : Yao Qian a été nommé pour diriger un département axé spécifiquement sur la réglementation technologique que la CSRC est en cours d'établir

Yao Qian, actuellement directeur général de *China Securities Depository and Clearing Corp. Ltd. (CSDCC)*, une institution financière d'Etat qui fournit des services d'enregistrement et de règlement de titres, a été nommé pour diriger un département axé spécifiquement sur la réglementation technologique que le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) est en cours d'établir.

Yao est titulaire d'un doctorat en ingénierie. Il a rejoint la CSRC en 1997 et a occupé des postes tels que celui de chef adjoint du département d'administration informatique de son centre d'information. Il a rejoint ensuite la CSDCC en 2002 avant d'être employé à la PBoC en 2010, organisme où il a passé huit ans. Yao est devenu le directeur général de l'institut de recherche sur la monnaie digitale de la PBoC entre 2017 et 2018 avant d'être transféré à la CSDCC en qualité de directeur général en septembre 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine : le Congrès américain approuve un nouveau projet de loi interdisant l'utilisation du fond fédéral pour les achats auprès de Huawei

Le 16 décembre, le Congrès américain a approuvé unanimement le nouveau projet de loi « *Secure and Trusted Communications Networks Act of 2019* » qui interdit l'utilisation du fond fédéral, en particulier le fond de la Commission fédérale des communications (FCC) pour les achats d'équipements et de services auprès des fournisseurs de télécommunications qui représentent des risques à la sécurité nationale. Le projet de loi, qui doit désormais être approuvé par le Sénat, prévoit aussi l'établissement d'un programme de 1 Md USD par la FCC pour aider les petits fournisseurs ruraux de télécommunications à retirer « les équipement du réseau douteux » et le remplacer par du matériel considéré plus « sécurisé ». Pour rappel, en novembre, la FCC a préliminairement adopté une décision interdisant l'utilisation du fond fédéral pour l'achat d'équipements et de services de Huawei et de ZTE ; le département américain du Commerce (DoC) a également publié un projet de réglementation sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement dans les télécoms, qui prévoit notamment un pouvoir discrétionnaire du secrétaire au Commerce pour désigner les « adversaires étrangers » dans le secteur de télécommunications ([voir les brèves de la semaine du 25 novembre 2019](#)).

[Consulter le texte du projet de loi](#)

Relation US-Chine : le DoC prépare de nouvelles règles pour limiter certaines exportations haute technologie vers la Chine

Le département américain du Commerce (DoC) est en train de préparer cinq nouvelles règles pour limiter l'exportation des certaines produits haute technologie vers les « pouvoirs rivaux », selon un article paru dans sur *Reuters* le 17 décembre. Trois des cinq règles visent les exportations vers la Chine : la première règle concerne les réfrigérateurs utilisés dans les calculateurs quantiques, selon laquelle les réfrigérateurs fabriqués aux Etats-Unis, ainsi que les réfrigérateurs fabriqués à l'étranger qui contiennent une part significative de technologie ou composants américains, y seront soumis. La deuxième règle concerne l'impression 3D des explosifs. Ces deux règles ont été soumises au DoC le 19 novembre. La troisième règle concerne l'exportation de la technologie de transistor « *Gate-All-Around Field Effect* », qui est utilisée pour fabriquer les semi-conducteurs. Les deux autres règles visent en premier lieu les exportations vers la Russie. Lors de sa conférence de presse quotidienne du 18 décembre, le porte-parole pour le ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué que la Chine « s'oppose fermement la généralisation à l'excès du concept de sécurité nationale, l'abus des mesures de contrôle des exportations, ainsi que l'interruption et l'obstacle aux échanges et à la coopération entre les pays par les Etats-Unis », tout en insistant sur le fait que les blocages américains n'arrêteront pas le développement scientifique et technologique de la Chine : « *They are temporary setbacks that will only make us more intelligent and ambitious* ».

[Consulter la conférence de presse du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

Relation UE-Chine : le 25^e cycle de négociations pour le traité bilatéral d'investissement a eu lieu à Bruxelles

Le 25^e cycle des négociations sur l'accord global d'investissement UE-Chine a eu lieu à Bruxelles du 16 au 19 décembre. Selon la conférence de presse hebdomadaire du ministère chinois du Commerce



(MofCom) le 19 décembre, les deux parties ont continué les négociations sur le texte, et ont échangé certains documents sur l'accès au marché pour l'investissement. Selon un article paru dans le *Financial Times* le 17 décembre, Sabine Weyand, directrice générale de la DG Trade de l'UE a indiqué que les négociations n'avançaient pas (« *we are moving at a snail's pace on the investment agreement* »), en exhortant plus d'engagement politique de la part de Pékin. Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, en donnant un discours le 16 décembre lors d'un évènement au sein du think tank *European Policy Center* à Bruxelles, a quant à lui exprimé plus d'optimisme en disant que « *The on-going negotiations on the China-EU investment agreement top our economic agenda* », tout en ajoutant que « *China and the EU should be partners for free trade. Apart from a high-quality investment agreement, we should work for an early start of negotiations on a free trade agreement, or at least the launch of feasibility studies on that front* ». Pour rappel, à l'occasion du dernier Sommet UE-Chine, les deux parties s'étaient accordées – dans le cadre d'une déclaration conjointe – pour engranger des « progrès décisifs » dans la négociation d'ici la fin de l'année 2019, dans le but de conclure un accord « ambitieux » en 2020.

[Lire le discours de Wang Yi](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



CLIMAT DES AFFAIRES

Climat des affaires : La Chambre de commerce britannique publie son rapport annuel 2019/20

La Chambre de commerce britannique a interrogé 249 entreprises parmi ses membres, dont 20 qui figurent dans le top 100 du *Financial Times Stock Exchange*. 60 % des entreprises déclarent avoir l'intention d'augmenter leur investissement en Chine en 2020 tandis qu'un tiers d'entre elles remarque une ouverture du marché dans leur secteur au cours de l'année passée (proportion plus élevée dans le secteur des services financiers et de la santé). Deux tiers des entreprises estiment qu'une ouverture accrue du marché les inciteraient cependant à augmenter leur investissement en Chine.

La proportion d'entreprises optimistes quant au potentiel du marché chinois est en baisse : 65 % à comparer à 54 % un an plus tôt. La moitié des sondés remarque une détérioration du climat des affaires au cours de l'année passée, à comparer à un tiers dans la précédente édition du rapport.

Les principaux obstacles des entreprises britanniques en Chine sont (i) la cybersécurité et les restrictions IT ; (ii) les transferts de fonds ; (iii) la concurrence avec les entreprises publiques.

Seulement 35 % des entreprises estiment qu'elles sont traitées sur un pied d'égalité par rapport à leurs homologues chinois ; la nouvelle loi sur l'investissement étranger qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier ne génère pas un optimisme unanime : 40 % des entreprises sondées pensent qu'elle n'aura pas d'impact sur l'environnement réglementaire dans leur secteur.

[British Business in China: Sentiment Survey](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Télécommunications : alors que Huawei déploie sa stratégie de communication, sa participation aux réseaux 5G en Europe continue de faire polémique

Dans une [interview](#) à l'AFP, Liang Hua, président de Huawei, a annoncé que le groupe de Shenzhen envisageait d'établir une usine en Europe dédiée à la production d'équipements 5G. Bien que l'entreprise dispose déjà de nombreuses implantations à l'étranger pour ses activités de R&D, il s'agirait de la première base de production du groupe hors de Chine. M. Hua a, par la même occasion, nié à nouveau les accusations d'espionnage dont Huawei fait régulièrement l'objet, rappelant notamment des propos du Premier Ministre Li Keqiang selon lesquels aucune loi ne force les entreprises chinoises à partager leurs données sur demande du gouvernement chinois. En réalité, une telle loi existe bel et bien depuis 2017. Comme l'explique [Telecoms](#), la loi sur Loi sur le renseignement oblige les entreprises à « coopérer » avec les services de l'Etat pour des activités de renseignement mais Huawei pourrait également invoquer le droit chinois qui empêche, en théorie, le gouvernement de contraindre les entreprises à fournir des informations à l'encontre de leurs intérêts. La réalité de ces garanties juridiques reste néanmoins à démontrer.

Cette semaine, Huawei a également été au centre du débat politique en République Tchèque et en Allemagne. Lundi 16 décembre, Dusan Navratil, directeur de l'Agence Nationale de Cybersécurité tchèque depuis dix ans et un fervent opposant à Huawei, a été remercié par le Premier Ministre Andrej Babis. Selon Cui Hongjian, directeur du think tank basé à Pékin China Institute of International Studies cité par le [South China Morning Post](#), la position du gouvernement tchèque vis-à-vis de Huawei a été fluctuante ces dernières années. Selon Jeremy Garlick de l'université d'économie de Prague, il y aurait ainsi une dissonance entre le gouvernement tchèque, considéré comme favorable à Huawei, et les nombreuses critiques contre l'entreprise au sein de la société civile.

En Allemagne (*voir brèves du 9 décembre*), la chancelière Angela Merkel a démenti subir des pressions diplomatiques de la Chine sur ce sujet alors que les groupes parlementaires CDU, CSU et SPD ont présenté une motion prévoyant de prendre en compte des critères politiques dans la procédure d'approbation des fournisseurs d'infrastructure 5G. Le Ministère des Affaires Etrangères chinois [a répondu](#) en mettant en avant le principe de réciprocité dans l'accès aux marchés 5G. De fait, Nokia et Ericsson participent au déploiement de la 5G en Chine mais leurs parts de marchés y sont largement inférieures à celles de Huawei. La chancelière a expliqué sa position de la façon suivante : « je suis contre l'exclusion a priori d'une entreprise spécifique mais j'entends tout faire pour garantir la sécurité ».

Economie numérique : des alternatives émergent pour répondre aux injonctions du Parti Communiste Chinois (PCC) d'utiliser 100% de matériel et logiciels chinois dans les administrations et entreprises publiques dès 2020

China Standard Software (C2S) et Tianjin Kylin Information (TKI) ont annoncé début décembre leur volonté de développer conjointement un système d'exploitation « souverain » afin de renforcer l'offre nationale chinoise, pour l'heure très peu compétitive face aux OS américains. Jusqu'à présent, C2S et TKI ont développé leurs solutions de manière indépendante. NeoKylin, la solution développée par C2S, repose sur un modèle proche de Windows XP tandis que TKI s'inspire de l'OS open source Linux. En 2013, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) avait déjà promu, sans succès, un partenariat entre Kylin et Ubuntu (basé sur Linux) afin de proposer l'OS Ubuntu Kylin au grand public.

Cette annonce est concomitante de la révélation par le [Financial Times](#) (voir brèves du 9 décembre) de la directive 3-5-2 du Parti Communiste Chinois (PCC) visant à équiper l'ensemble des administrations et entreprises chinoises de matériel et logiciels informatiques locaux dès 2022, une décision qui pourrait engendrer le remplacement de 30 millions de terminaux sur les trois prochaines années. Concernant les semi-conducteurs, pour lesquels la Chine est encore très dépendante de l'étranger sur une large partie de la chaîne de valeur, une alternative pourrait être, selon [DigiTimes](#), de s'appuyer sur Taiwan, qui serait alors considéré comme une alternative « nationale ». Ainsi, les commandes de puces CPU pour ordinateurs auraient sensiblement augmenté ces derniers temps au bénéfice notamment de TSMC. Par ailleurs, Samsung et Yangtze Memory Technology (YMTC) seraient en passe d'augmenter sensiblement leurs capacités de production de mémoire flash en Chine afin de répondre à cette hausse de la demande domestique.

Matières premières : la production chinoise d'acier devrait augmenter de 6,5% en 2019

Li Xinchuang, président du China Metallurgical Industry Planning and Research Institute (CMIPRI), a présenté jeudi 12 décembre une prévision selon laquelle la Chine devrait produire 988 M tonnes d'acier en 2019, en hausse de 6,5% par rapport à 2018. La demande intérieure devrait quant à elle augmenter de 7,3% (886 Mt), un chiffre que M. Li lui-même considère comme « un peu surprenant » étant donné le ralentissement de la croissance économique en Chine. En réalité, ce chiffre s'explique en grande partie par les besoins en infrastructures et construction, qui ont représenté 55% de la demande totale sur les 10 premiers mois de l'année, contre 35% pour l'industrie manufacturière.

En 2018, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC, planificateur chinois) et le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) avaient pourtant annoncé avoir atteint l'objectif de réduction des surcapacités formulé dans le XIIIème plan quinquennal (2016-2020) avec deux ans d'avance. D'après la NDRC, 150 Mt de capacités avaient été supprimées entre 2016 et 2018, dont 140 Mt concernaient des installations de qualité inférieure. Néanmoins, selon la China Iron and Steel Association (CISA), organisation regroupant les principales entreprises sidérurgiques du pays, plusieurs nouveaux projets industriels seraient actuellement en cours, ce qui pourrait potentiellement représenter 150 Mt de capacités supplémentaires sur les prochaines années et donc annuler les efforts précédemment entrepris. Ces projets de développement rendent peu crédibles les prévisions du CMIPRI, qui anticipe de son côté une légère baisse (-1%, 981 Mt) de la production dès 2020.

La Chine, qui s'est opposée en octobre dernier (voir brèves du 1^{er} novembre) au renouvellement du mandat du forum mondial sur les capacités sidérurgiques (GFSEC), fait régulièrement l'objet de critiques pour ses difficultés à juguler les surcapacités dans des secteurs tels que l'acier, l'aluminium ou le charbon. Parmi les stratégies alternatives, le gouvernement promeut notamment les délocalisations d'usines vers des pays tiers, ce qui pourrait expliquer en partie le rachat en novembre de British Steel par Jingye, un groupe sidérurgique du Hebei (voir brèves du 15 novembre). Selon les données de la World Steel Association (WSA), la Chine était le premier producteur mondial d'acier en 2018 avec une production annuelle de 928 Mt (51,3% de la production mondiale), loin devant l'Union Européenne (168 Mt ; 9,3%), l'Inde (107 Mt ; 5,9%) et le Japon (104 Mt ; 5,8%).

Politique industrielle : le gouvernement chinois aurait fourni 156,2 Mds CNY (20 Mds EUR) de subventions aux entreprises cotées en 2018

Selon le [Nikkei Asian Review](#), le gouvernement chinois aurait versé la somme totale de 156,2 Mds CNY (20 Mds EUR) en subventions aux entreprises cotées en Chine continentale en 2018. Ce soutien financier concernerait 90% des entreprises listées à Shanghai et Shenzhen et représenterait 5% du total des bénéfices enregistrés par les entreprises cotées. Sur les neuf premiers mois de 2019, ces subventions seraient de surcroît en hausse de 15%. Sinopec se classe à la première place des



entreprises ayant reçu le plus de subventions (450 M USD), devant Guangzhou Automobile Group, Shanghai Automotive Industry Corporation et BOE, qui sont toutes des entreprises majoritairement publiques (SOEs). Parmi les dix entreprises les plus subventionnées, quatre appartiennent au secteur de l'automobile

Le secteur des semi-conducteurs est également concerné, comme le confirme un rapport de l'OCDE daté du 12 décembre. Ainsi, à l'échelle mondiale, les quatre entreprises du secteur dont les subventions représentent la plus grande partie du chiffre d'affaires sont toutes chinoises. De plus, le gouvernement chinois a créé en 2014 le « China Integrated Circuit Industry Investment Fund », fonds national de soutien à l'industrie des semi-conducteurs, initialement doté de 17,9 Mds EUR et complété en 2019 par une seconde levée de fonds de 26,2 Mds EUR.

[Lire le rapport *Measuring distortions in international markets: the semiconductor value chain de l'OCDE*](#)

Economie numérique : Liu Chuanzhi, fondateur de Lenovo, se retire après 30 ans à la tête du groupe

Le 18 décembre 2019, Lenovo a annoncé le retrait de Liu Chuanzhi de son poste de directeur général ainsi que de Zhu Linan, qui officiait comme président du groupe. Dans le même temps, le conseil d'administration a nommé Ning Ling, jusqu'alors directeur exécutif et directeur financier, comme nouveau directeur général. Li Peng, ancien vice-président, a été promu président.

Liu Chuanzhi et dix de ses collègues ingénieurs ont fondé la société Lenovo en 1984. Au cours de sa carrière, Liu Chuanzhi a dû faire face à plusieurs périodes de trouble : il y a une dizaine d'années, l'intégration difficile des activités d'IBM et Lenovo, conjuguée aux effets de la crise financière avaient engendré des pertes pour le groupe, ce qui avait obligé Liu Chuanzhi à prendre une part plus active dans la gouvernance.

Cotée à Hong Kong dès 1994, la société s'est imposée deux ans plus tard comme leader sur le marché chinois, puis asiatique. En 2005, Lenovo a racheté le département PC d'IBM avant de faire l'acquisition de Motorola Mobile en octobre 2014. En 2018, le groupe, composé d'une vingtaine de filiales, a présenté un chiffre d'affaires cumulé de 358,9 Mds CNY (46,1 Mds EUR) et était classé au 212^{ème} rang du classement « Fortune Global top 500 ».

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : publication d'une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers à Pékin

Pékin, qui est l'une des 46 villes pilotes pour le tri des déchets, vient de publier une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers le 18 décembre 2019, réglementation qui entrera en application le 1^{er} mai 2020. Comme à Shanghai, un système de tri des déchets devra être strictement respecté sous peine d'amendes entre 50 à 200 CNY (env. 6 à 26 EUR) pour les individus et jusqu'à 50 000 CNY (env. 6 450 EUR) pour les personnes morales. Les déchets ménagers sont classés en quatre catégories : déchets alimentaires, déchets pour recyclage, déchets toxiques et autres déchets. De plus, l'offre gratuite des sacs plastiques sera interdite dans le commerce. Les objets jetables ne seront plus autorisés dans l'hôtellerie (brosses à dents, chaussons, etc.) et la restauration (baguettes ou couverts, verres en plastiques, etc.).

Après Shanghai et Pékin, 44 autres villes chinoises mettront en place un système de tri des déchets similaire, dont Canton et Shenzhen. Selon l'agence de presse Xinhua, ces 46 villes investiront 21,3 Mds CNY (env. 2,7 Mds EUR) dans le traitement et le tri des déchets.

Energie : création ce 9 décembre de l'entreprise *China Oil & Gas Piping Network Corp. (PipeChina)*

Envisagée depuis 2014, la création de la *China Oil & Gas Piping Network Corp. (PipeChina)* est devenue officielle le 9 décembre lors d'une cérémonie en présence du Vice-Premier ministre M. HAN Zheng. Selon un communiqué de Xinhua, « *PipeChina* sera responsable de l'investissement, de la construction et de l'interconnexion des oléoducs (produits bruts et raffinés) et gazoducs pour former un réseau national ». En ce qui concerne la structure de l'actionariat, selon des sources informelles, la Commission de supervision des actifs de l'Etat (SASAC - *State-Owned Assets Supervision & Administration Commission*), la *China National Petroleum Corp. (CNPC)*, Sinopec et la *China National Offshore Oil Corp. (CNOOC)* seraient les quatre seuls actionnaires, détenant respectivement 40%, 30%, 20% et 10% des actions. Le président de *PipeChina* est le Directeur général de CNPC, M. ZHANG Wei, et le Directeur général *PipeChina* le Directeur général adjoint de CNPC.

Pour mémoire, CNPC est le premier producteur et fournisseur d'hydrocarbures en Chine, possédait 63% des oléoducs et gazoducs chinois, tandis que Sinopec et la CNOOC étaient propriétaires de 31% et 6% de ces infrastructures. La création de cette entreprise de pipelines permet de séparer les activités d'offre et de transports d'hydrocarbures et vise à promouvoir des conditions de plus grande concurrence et à faciliter l'accès au marché pour les acteurs privés ou étrangers. *PipeChina* vise à attirer des investisseurs privés pour l'aider à étendre le réseau et à diversifier les acteurs de l'approvisionnement énergétique. Par ailleurs, l'exploitation unifiée du réseau des pipelines renforcera la sécurité énergétique nationale, préoccupation rappelée à plusieurs reprises par le Président XI Jinping. Cette réorganisation des actifs des SOEs dans le secteur stratégique de l'énergie s'inscrit à la fois dans la transition énergétique en Chine, visant à favoriser l'adoption du gaz naturel comme substitution au charbon, et dans la politique d'optimisation du fonctionnement économique de ce secteur.

Transports : publication du « Plan d'action en matière de développement des mégadonnées dans le domaine des transports pour la période 2020-2025 »

Afin de mettre en œuvre la stratégie nationale des mégadonnées (*big data*) soutenue par le Président chinois XI Jinping et d'accélérer la construction d'un « puissant pays des transports » (cf. Brèves du 21 octobre 2019), le Ministère des transports (MoT) a publié le 16 décembre un « Plan d'action en matière



de développement des mégadonnées dans le domaine des transports pour la période 2020-2025 ». Ce plan a pour objectif d'établir un système central des mégadonnées pour améliorer le niveau des services de transport d'ici fin 2025. Pour ce faire, cinq actions principales sont envisagées : (i) établir la base des mégadonnées en renforçant la collecte des données et en utilisant des innovations technologiques (par exemple la 5G) ; (ii) développer le partage des données entre différents secteurs (ferroviaire, routier, maritime, aérien, etc.) et entre les acteurs publics et privés ; (iii) promouvoir des innovations basées sur la valorisation des données - construction des Nouvelles routes de la soie (BRI), utilisation du système de crédit social, modèle *Mobility-as-a-Service* (MaaS) - ; (iv) renforcer la sécurité des données et (v) améliorer le système de gestion des mégadonnées.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

IDE : Les flux d'IDE entrants et sortants à Hong Kong baissent de -22,4% et -25,9% respectivement en 2018.

Le Département du recensement et des statistiques (C&SD) a publié le 12 décembre les chiffres sur les investissements directs extérieurs de Hong Kong pour 2018. En 2018, les flux d'IDE entrants à Hong Kong ont atteint 97,6 Mds USD (-22,4%) et les flux d'IDE sortants 75,4 Mds USD (-25,9%), soit une entrée nette de 22,2 Mds USD (-7,5%).

La Chine continentale représente la première source d'IDE en 2018 (39%) suivie par les Iles Vierges Britanniques (37%). Les holdings financières, l'immobilier et les services professionnels sont les principaux secteurs receveurs d'IDE (63,1%). La Chine continentale est également la première destination pour les IDE hongkongais (67,8%) suivie par les Iles Vierges Britanniques (33,9%). Les holdings financières, l'immobilier et les services professionnels ont capté 80,4% des investissements hongkongais.

A la fin de l'année 2018, le stock total des investissements directs à Hong Kong atteint

2 197 Mds USD (+1%) soit 602% du PIB et le stock total d'investissements directs de Hong Kong à l'étranger atteint 2 063 Mds USD (+0,9%) soit 565% du PIB. Les Iles Vierges Britanniques détiennent 31,9% du stock d'IDE à Hong Kong, suivies par la Chine continentale (26,8%). 40,6% des stocks d'IDE hongkongais sont localisés en Chine continentale et 33,8% dans les Iles Vierges Britanniques.

Emissions de la PBOC : La Banque Populaire de Chine lève 150 Mds RMB à Hong Kong en 2019

La prochaine émission obligataire offshore de 10 Mds RMB par la Banque Populaire de Chine à Hong Kong le 27 décembre portera à 150 Mds RMB le montant en RMB offshore levé par la Banque centrale chinoise en 2019. Celle-ci aura procédé à 7 émissions au cours de l'année 2019, pour des montants levés compris entre 10 et 30 Mds RMB à chaque fois.

Le ministère des finances chinois a également procédé à 3 émissions souveraines en RMB offshore à Hong Kong en 2019, pour un montant total de 14 Mds RMB.

Chômage : Le taux de chômage atteint 3,2% en novembre et 6,2% dans la restauration

Le Département du recensement et des statistiques a publié le 17 décembre les chiffres de l'emploi à Hong Kong. Le taux de chômage atteint 3,2% en novembre. Après s'être maintenu à 2,8% depuis avril 2018, il est monté à 2,9% en juillet/août/septembre puis 3,1% en octobre.

Le taux de chômage dans les secteurs de la vente au détail, hôtellerie atteint en novembre son plus haut niveau en 3 ans à 5,2%. Pour le secteur de la restauration, le taux de chômage a augmenté à 6,2%, le niveau le plus élevé depuis huit ans.

Le trafic passager chute de 16,2% en novembre à l'aéroport de Hong Kong

L'autorité aéroportuaire de Hong Kong a annoncé le 15 décembre une chute du trafic passager de 16,2% en novembre par rapport à novembre 2018, à 5 millions de passagers. Le nombre de vols a notamment diminué de 8,3%, tandis que le volume de fret aérien a baissé de 3,4% à 450 000 tonnes.

Cathay Pacific a annoncé une contraction de son trafic passager de 9% en novembre à 2,6 millions de passagers : le trafic à destination de Hong Kong a chuté de 46%, tandis que celui au départ baisse de 8%. La compagnie hongkongaise a également annoncé une baisse de 3,9% du volume de fret transporté à 178 000 tonnes.



Rating souverain : Fitch revoit la perspective de la notation de Macao de stable à négative

Fitch a maintenu le 16 décembre la notation de Macao (AA) au regard de ses bons fondamentaux, mais a revu les perspectives de stables à négatives, citant l'intégration économique croissante de Hong Kong et de la Chine, le tourisme et les revenus des casinos en baisse.

Huafa Group émet une obligation de 200 M USD sur la plateforme d'échange obligataire de Macao (MOX)

Le 13 décembre, la société d'état (SOE) chinoise Huafa Group (services immobiliers) localisée à Zhuhai, a émis une obligation cotée sur la plateforme d'échange obligataire de Macao (Macao Financial Assets Exchange, MOX). L'émission de 200 M USD a attiré 730 M USD d'ordres émanant principalement d'institutions financières macanaises.

Le 28 novembre, la société d'état chinoise (SOE) Zhuhai Da Hengqin Investment Co Ltd (immobilier) avait émis la première obligation verte en deux tranches dans deux devises différentes (l'une en HKD à hauteur de 450 M HKD, l'autre en RMB à hauteur de 800 M RMB), et doublement cotée à Hong Kong (HKEX) et à Macao (MOX).

Le 4 juillet, le gouvernement chinois a procédé à une émission obligataire souveraine de 2 Mds RMB sur le MOX.

La MOX, qui a démarré son activité en octobre 2018, est la première institution financière de Macao à offrir des services d'émission, d'enregistrement, de garde, d'échange et de compensation dans l'obligataire à Macao.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taipei

Relations sino-taiwanaises : le nombre de Taiwanais travaillant en Chine au plus bas depuis 10 ans

La Direction générale du budget, de la comptabilité et des statistiques (DGBAS) a publié [des statistiques](#) le 17 décembre 2019 sur le nombre de Taiwanais travaillant à l'étranger, 737 000 en 2018, en détaillant principalement les tendances sur les 3 destinations principales (83% du total) : la Chine, l'Asie du Sud-Est et les Etats-Unis. En 2018, on observe une [légère hausse des effectifs travaillant à l'étranger](#) (+0.1% / 2017). 54.9% travaillent en Chine (y compris Macao et Hongkong), 15,2% en Asie du Sud-Est, et 12.9% aux Etats-Unis. Près de la moitié de ces effectifs (361 000) sont situés dans la tranche d'âge des 30-49 ans, soit près de 6% des actifs de cette tranche. Si la Chine apparaît toujours comme la première destination avec un effectif de 404 000 personnes, on observe néanmoins une tendance à la baisse, 2018 étant le niveau le plus bas enregistré depuis 10 ans (en 2008, ils étaient 409 000, en 2013 leur nombre atteignait un pic à 430 000, depuis leur nombre n'a cessé de diminuer avec une chute plus nette depuis 2016). Enfin si 55% des travailleurs taiwanais à l'étranger sont des hommes, l'écart tend à se restreindre, les femmes restent par ailleurs majoritaires sur les Etats-Unis (60.7%).

Politique industrielle : retour des investissements taiwanais, 4 secteurs privilégiés

Le Ministre de l'économie SHEN Jong-chin a [déclaré](#) récemment que si la dernière décision sino-américaine de ne pas renchérir sur les tarifs permettait de « souffler », elle n'avait pas d'impact sur la vague de retour des investissements taiwanais (200 Md TWD/an – près de 6 Md d'euros - pendant 3 à 4 ans). Ces investissements allaient permettre de développer 4 secteurs de pointe : la production de haute précision, le développement de la R&D dans les hautes technologies, le secteur des semi-conducteurs (2700 Md TWD d'investissements à venir) et les énergies vertes (constitution de la filière locale, etc...). A cet égard, [la Cité intelligente des sciences et des énergies vertes de Shalun](#) vient d'être inaugurée, elle a vocation à attirer les entreprises et centres de recherche en vue d'accélérer le développement d'équipements de production « verts » (solaire, éolien, biomasse, systèmes de stockage de l'énergie et de solutions pour l'industrie et les véhicules électriques).

Conjoncture : des prévisions de croissance qui oscillent entre 2.3-2.72% pour l'année 2020

Suite aux dernières prévisions de croissance de la DGBAS (29/11/2019) 2.64% sur 2019 et 2,72% pour l'année 2020, divers centres ont publié leurs statistiques : [Cathay Financial](#), plus conservatrice, table sur une croissance de 2.5% en 2019, et 2.3% en 2020, estimant que le niveau de l'investissement domestique (+7% en 2019) aura du mal à être maintenu sur la durée. Du côté de [l'Academia Sinica](#), les prévisions sont également moins optimistes (2.58% sur 2020) avec la prise en compte d'un ralentissement de la demande intérieure en Chine, et des effets négatifs persistants sur le commerce mondial. Le [TRI](#) souligne la bonne santé du secteur des semi-conducteurs et relève ses prévisions pour 2019 à 2.53%, il table sur une croissance de l'économie de 2.63% pour 2020.

La Banque centrale a maintenu lors de sa réunion du 19 décembre ses taux directeurs stables. Les dernières interventions en la matière de la CBC datent de mars et juin 2016 (abaissement des taux de 0,125pb à chaque fois, amenant le taux directeur à 1,375%).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Furui Ren, Antoine Moisson, Christine Zhang, Lianyi Xu, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Julien Dumond, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet